



Communiqué de presse
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 30 mai 2024
À Tiohtia;ke, Montréal,

Victoire historique pour toute la communauté universitaire de l'UQAM!
En l'honneur de tous les sacrifices du peuple palestinien

L'Université populaire Al-Aqsa de l'UQAM (UPA-UQAM) se félicite que le Conseil d'Administration (CA) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) adopte une résolution instituant un boycott académique à l'égard des universités israéliennes. Ainsi, l'UPA-UQAM considère que le contenu de la résolution et ses dispositions répondent favorablement aux conditions minimales de réalisation de ses demandes face à l'UQAM.

Il s'agit d'une avancée hautement symbolique à l'UQAM et dans la lutte internationale de solidarité avec la Palestine. Nous rappelons que c'est la mobilisation étudiante, communautaire et populaire qui a permis cette victoire politique.

« Par notre occupation et notre courage, on a prouvé que c'est possible d'établir un rapport de force et d'obtenir des gains significatifs. Par cette mobilisation historique, nous envoyons un message clair aux administrations des autres universités. Si vous souhaitez voir la fin des campements, vous devez poser des actes courageux pour cesser toute complicité avec l'État sioniste et les actes génocidaires contre le peuple palestinien : désinvestir, boycotter les universités israéliennes ou couper tout lien avec l'État israélien », affirme Leila Khaled, étudiante à l'UQAM et porte-parole de l'UPA-UQAM.

Pour l'UPA-UQAM, bien que le rectorat refuse d'utiliser le terme « boycott académique », le résultat reste significatif pour nous. En effet, la résolution ne mentionne pas spécifiquement un boycott académique à l'égard d'Israël. Néanmoins, elle reconnaît, d'une part, « la violation du droit à l'autodétermination du peuple palestinien », d'autre part les décisions de la Cour internationale de justice du 26 janvier, du 28 mars et du 24 mai 2024 qui font état de risques plausibles de génocide commis par Israël à l'encontre des Palestiniens de Gaza.

D'autre part, la résolution adoptée au Conseil d'Administration demande à l'Université de veiller à ce qu'aucune de ses ententes académiques actuelles et futures, dont celles avec des universités israéliennes, n'entre en conflit avec le respect du droit international. L'UPA-UQAM rappelle que le droit international reconnaît le droit au retour des réfugiés palestiniens, la fin de la colonisation, l'illégalité de l'occupation et de l'apartheid, de même que le droit à la résistance du peuple palestinien. Affaires Mondiales Canada a par ailleurs reconnu par voie d'un communiqué le 16 mai 2024 que les colonies israéliennes dans les territoires occupés sont en violation des résolutions 446 (1979) et 465 (1980) du Conseil de sécurité des Nations Unies et de la Quatrième Convention de Genève. Les liens de l'UQAM avec des universités israéliennes devront également être évalués à partir de leurs liens avec la colonisation sur les territoires palestiniens.

Ainsi, en constatant les violations du droit international par Israël et en exigeant qu'il n'y ait aucun accord académique qui entre en conflit avec le droit international humanitaire, l'UQAM vient implicitement à boycotter les universités israéliennes et établit de bonnes conditions allant vers un réel boycott académique.

« Nous aurions certes aimé avoir une résolution plus explicite sur le boycott académique à l'égard de l'entité sioniste, ainsi que sur la reconnaissance du génocide sans établir de rapport de symétrie entre "colonisateur" et "colonisé" » explique Leila Khaled. Malgré tout, l'UPA-UQAM considère que cette résolution va en partie dans

le sens de ses demandes minimales politiques. « *Cette victoire politique doit servir de tremplin pour aller plus loin dans les revendications de l'UPA* », ajoute-t-elle.

Ce n'est qu'un début, le combat continue

L'UPA-UQAM est déterminée à continuer la lutte pour la libération du peuple palestinien et rappelle pourquoi elle se mobilise : « *Le génocide qui prend place à Gaza ne fait que s'accroître et les États occidentaux, dont ceux des soi-disant Canada et Québec, sont complices. L'heure est grave, la situation est urgente. Il faut se soulever maintenant* », scande Kalida Jarrar, étudiante à l'UQAM.

Dans les derniers jours, la communauté internationale a été témoin du massacre de centaines de personnes et d'encre plus de blessé-es à Rafah et en Palestine. On recense désormais un minimum de 36 000 personnes martyrisées et 10 000 personnes encore coincées sous les décombres. À cela s'ajoute entre autres un nombre indéfini de blessé-es, de malades, d'orphelin-es, de personnes en situation de famine. Il est déjà présumé que le désastre est d'une ampleur considérable.

« *Notre position est simple, elle est du côté de la justice, des opprimé-es et de la résistance* » continue Khalida.

Le campement de l'UPA-UQAM prouve qu'avec le courage, la force collective et la détermination, les gains sont possibles.

« *Nous espérons que cette résolution établisse un précédent pour l'ensemble des universités canadiennes et nous les empressons d'emboîter le pas* », déclare Leila Khaled.

L'UPA-UQAM appelle maintenant la population qui regarde avec horreur depuis maintenant plus de 8 mois les exactions de l'entité sioniste en Palestine, à exiger du gouvernement du Québec qu'il prenne acte du génocide en cours et coupe ses liens avec l'État israélien, en commençant par abolir urgemment le bureau du Québec à Tel-Aviv.

L'UPA-UQAM exprime également sa reconnaissance envers les personnes ayant initié le mouvement au campement de McGill, à Tiohtia:ke, Montréal. En solidarité avec nos camarades qui font toujours face au refus de l'administration de répondre à leurs demandes, nous resterons constamment à leurs côtés pour les soutenir.

La lutte pour la libération de la Palestine continue!

L'UPA continuera à offrir à la communauté universitaire et à la population ses activités culturelles et ses ateliers d'éducation populaire au cours de la prochaine semaine. Elle entend lever son campement au plus tard le 6 juin 2024, suite à l'adoption des balises concrètes de mise en œuvre du boycott académique par la Commission des études du 4 juin. Notre départ ne signifie pas la fin de notre mobilisation. Nous invitons la population à poursuivre la lutte en participant à une grande manifestation réclamant l'abolition du bureau du Québec à Tel-Aviv, le 6 juin à 19h. Elle partira du Cœur des sciences de l'UQAM (175 avenue Président-Kennedy).

« La lutte palestinienne a été et demeurera toujours une source d'inspiration pour nos propres luttes, nous guidant ainsi vers notre libération collective »

النضال الفلسطيني كان وسبقه النضال الذي نفتدي به، وسيحررنا جميعا

Solidarité pour les droits Humains des Palestiniennes et Palestiniens (SDHPP) basée à l'UQAM

sdhpp.uqam@gmail.com

438-543-2735